

Bicentenaire: l'impossible commémoration



LOUIS B. ROBITAILLE

collaboration spéciale
PARIS

Si jamais les réformes de Gorbatchev accouchent de quelque système démocratique, les Soviétiques, dans cinq ou vingt ans, auront à se poser la question: faut-il célébrer la Révolution de 1917 comme le grand acte fondateur de la Russie moderne, ou au contraire s'empresse de l'enterrer comme un passage monstrueux de l'Histoire?

Comme il n'existe pas d'autre repère, on s'accrochera certainement à la «partie positive» de 1917. Pour les uns, il faudra garder 1917, la révolution démocratique, et s'arrêter au moment où l'Assemblée constituante est confisquée par une fraction particulièrement bien organisée, les *bolcheviks*. Les autres plaideront en faveur de Lénine: jusqu'en 1922 ou 1923, selon eux, les erreurs et les excès révolutionnaires ne sont que le résultat de la guerre civile et de la crise, mais la direction reste bonne. (Le débat a déjà commencé y compris au sein du dernier Congrès des Soviets, où un député a proposé de sortir Lénine de son mausolée une fois pour toutes).

L'autre solution — vague et expéditive — consistera à déclarer que 1917 a été à la fois fondamental sur le plan historique, sublime par ses idées et effroyable dans sa réalité et dans ses suites.

À la veille de la commémoration de 1989, les Français — du moins ceux qui s'intéressent à l'affaire — voient de nouveau ressurgir un dilemme vieux comme la Révolution elle-même: faut-il la fêter en bloc et dans l'euphorie? En célébrer une partie et condamner le reste? La passer sous silence telle une erreur monstrueuse de l'Histoire?

Virage à 180 degrés

Sur deux points, vraisemblablement, tout le monde serait à peu près d'accord: d'abord que l'événement eut des dimensions historiques, dramatiques et intellectuelles incomparables. Ensuite que cette Grande Révolution, faisant «table rase du passé» dans le pays de loin, le plus important de l'Europe continentale, eut des conséquences majeures sur le reste de l'Histoire européenne. On pourrait d'ailleurs dire la même chose de la Révolution russe. Il est certain que 1917 et 1789 constituent des monuments aux richesses inépuisables, qui passionneront les historiens jusqu'à la fin des temps.

Les Américains, eux, n'ont pas eu ces problèmes intellectuels grandioses pour leur bicentenaire. Ce qui s'était passé deux siècles plus tôt formait un tout historique bien compact, avec lequel tout le monde ne peut qu'être d'accord. D'un même coup, on mettait dehors les colons britanniques (et le colonialisme), on proclamait la démocratie libérale (de propriétaires), on fondait un pays nouveau et libre.

Le problème du féodalisme et de l'esclavage ne devait éclater que trois quarts de siècle plus tard, avec l'horrible guerre de Sécession, qui laisse des traces profon-



des même aujourd'hui dans le Sud. Mais vu l'écart entre les dates et le pragmatisme américain, tout le monde fait comme si la guerre civile n'avait rien à voir avec la naissance des États-Unis modernes. Le bicentenaire américain était «clean»: on pouvait sortir sans problèmes les confettis et les majorettes.

Gauche-droite

La difficulté, en France, pourrait se résumer ainsi: pendant pas loin de deux siècles, une partie des Français (la gauche) a vu dans la Révolution un événement lumineux qui, non seulement accouchait de la démocratie mais portait en son sein la future société idéale, égalitaire, utopique. Pour ces gens, les massacres et la Terreur ne sont que des «accidents» (pas si importants) et liés aux menaces contre-révolutionnaires. De même, la chute de Robespierre en 1794, loin d'être une victoire de la démocratie, marque celle de la réaction.

En face, une autre moitié (catholique ou de droite) voyait tout cela comme une vraie catastrophe nationale. Pendant que d'autres pays, à commencer par l'Angleterre, évoluaient en relative douceur vers la démocratie moderne, la France s'offrait un véritable chaos historique, le quel allait accentuer son retard vis-à-vis de l'Angleterre et même empêcher l'avènement de la démocratie bourgeoise jusque dans les années 1870.

Au passage, les idées flamboyantes de 1789, dans le dérapage général, allaient permettre, au nom de l'utopie, une répétition de la Révolution de 1917: la gestation du totalitarisme politique. Au nom de l'homme nouveau, on tenterait de tuer la liberté religieuse (donc de conscience). Au nom du peuple souverain, on instituerait le Parti unique et on généraliserait la première grande Terreur d'État.

Sauf une minorité de plus en plus marginale, personne en France, et depuis une éternité, ne défend l'Ancien régime, les privilèges de l'aristocratie ou du clergé, l'arbitraire de la justice. De fait, même au travers de l'empire napoléonien, des diverses restaurations, puis du second empire, jamais on ne revint aux formes anciennes de législation: même avec des relents d'autoritarisme, la société bourgeoise était irrémédiablement entrée dans les moeurs et les esprits. Et le gouvernement absolu et aristocratique était mort et enterré.

L'enjeu, pendant peut-être un siècle et demi, n'est pas la mort de l'Ancien régime, mais la Révolution elle-même. Et, par voie de conséquence, la fameuse République qui en était sortie. Un dialogue de déments qui se mêle aux conflits sociaux et politiques des diverses époques.

Les «droites», sans être le plus souvent monarchistes, ne voient dans les républi-

cains que les héritiers de la Terreur (on dirait aujourd'hui du totalitarisme). Les «républicains» (c'est-à-dire la gauche), par esprit de contradiction, rejettent dans le camp de la réaction la plus atroce tous ceux qui contestent ne serait-ce qu'une parcelle de la Grande Révolution.

Massacres de Vendée

La Grande Terreur de 1793-1794 ne fut-elle pas la première grande machine d'État à massacrer de l'Histoire du monde moderne (avec des pointes à 800 exécutions par mois à Paris fin 93)?

«Menaces extérieures», plaident avec une mauvaise foi totale les républicains. L'insurrection paysanne en Vendée aurait fait entre 300 000 et 500 000 victimes? «Des contre-révolutionnaires, des paysans ignorants, manipulés par les curés et les seigneurs!» En réalité, les Vendéens ne réclamaient nullement le rétablissement de l'Ancien régime. Ils se soulevaient contre le centralisme parisien et pour la défense de la liberté de religion.

Avec des zones d'ombre, c'est ce qu'on appellerait aujourd'hui la «société civile», qui se dressait contre les apprentis-sorciers de l'utopie politique. Les massacres de populations civiles en Vendée dépassent les atrocités de la Guerre de Sécession et pourraient faire école encore aujourd'hui. C'est un fait que cette ré-

gion de France garde un souvenir écorché de cet «épisode».

Comment donc fêter cette transition sanglante? En 1889, le problème s'était déjà posé. La fameuse République était enfin installée dans ses meubles, acceptée par l'ensemble de la société depuis 15-20 ans — grâce notamment à l'écrasement sanglant de la Commune de 1871 par les soins de Républicains de droite, monsieur Thiers en tête, qui avaient ainsi montré que la République pouvait aussi noyer dans le sang l'émeute et la Terreur.

Robespierre héros

D'où le problème de 1889: comment glorifier l'acte de naissance de la République, un siècle plus tôt, sans justifier la Terreur et les bains de sang?

Réponse de l'époque: le héros s'appela Danton. Il incarnait certes la brutalité, d'une certaine manière. Mais il venait du peuple; il en avait la spontanéité, l'absence de calcul. Il avait mis la main à la pâte de la Terreur, mais sans savoir où il mettait la main. Bref il avait la générosité de la République mais aussi sa naïveté.

S'opposant à Robespierre, il fut guillotiné, ce qui lui redonna une virginité. En 1889, on se contenta de cette évaluation un peu grossière mais qui tranchait dans le bon sens: la Révolution avait été lumineuse et «dans la bonne direction» jusqu'en 1893, malgré des erreurs de jeunesse. Seul la période de Robespierre est restée en enfer.

Pour la gauche cependant, cette restriction était déjà le signe de la reconnaissance du «mauvais Républicain». Et encore aujourd'hui, on trouve des personnalités françaises notables pour défendre le nom de Robespierre, l'un des plus formidables précurseurs de l'utopie sanglante et du totalitarisme.

Le héros du paisible Pierre Mauroy, inoffensif patron du Parti socialiste? «Robespierre, bien entendu!» Idem pour l'écrivain — et conseiller de François Mitterrand — Régis Debray, qui insiste pour la réhabilitation et la glorification du grand homme. Poursuivons dans cette voie!

Disons que, au moins pour les Français que cela préoccupe, le courant de pensée qui domine aujourd'hui, y compris à gauche, a délaissé les rêveries romantiques de Michelet sur le mythe du «peuple en action». Les «vainqueurs» de 1989, si l'on peut dire, c'est l'historien «libéral» François Furet et son école.

Mona Ozouf, codirectrice avec lui du magistral «dictionnaire critique de la Révolution française», disait: «La Révolution de 1789 fut exemplaire en ce qu'elle a représenté le plus formidable arrachement à l'ordre ancien.» Sans parler des textes sublimes des États Généraux de l'été 1789. Il n'en reste pas moins — si l'on en croit Furet — que la «Grande Révolution» finit par mettre près d'un siècle — et des centaines de milliers de cadavres — à convertir la France à cette bonne démocratie bourgeoise et parlementaire.

Bref: 1789, l'exemple du plus long et sanglant chemin pour arriver à une idée somme toute simple et modeste. Suivant en cela l'expression la plus typiquement française: pourquoi faire simple alors qu'on peut faire compliqué?

200 ans de liberté de presse

SOPHIE HUET

collaboration spéciale
PARIS

La France célèbre avec panache les grands moments de son Histoire. La commémoration du bicentenaire de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* sera fêtée pendant plusieurs jours, à l'occasion des festivités du 14 juillet.

Récemment, sur le majestueux parvis de l'hôtel de ville de Paris, a été célébré le bicentenaire de la liberté de la presse. Une exposition retraçant 200 ans d'évolution de l'outil de travail du journaliste depuis le premier numéro du journal du comte de Mirabeau, intitulé *Les États généraux* (2 mai 1789) jusqu'au quotidien de l'an 2000, réalisé grâce à la conception assistée par ordinateur.

L'inspirateur de cette manifestation est Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne, qui regroupe 17 quotidiens.

En France comme au Canada, il existe une Charte des droits et libertés qui garantit la liberté d'expression et d'information. Mais la conception de l'information, arme par excellence de la démocratie, est-elle la même dans tous les pays? Jean Miot répond aux questions de *La Presse*.

Q.: Pensez-vous que la liberté de la presse est l'un des acquis de cette seconde moitié du XX^e siècle ou s'il faut rester très vigilant au regard des atteintes au droit d'expression?

R.: À l'évidence, la liberté de la presse est un combat permanent. La *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789 est le premier texte qui légitime le droit à l'expression. Mais depuis cette date, tous les pouvoirs ont plus ou moins cherché à contrôler, voire museler cette liberté.

En France, la liberté de la presse a été menacée dans les années 1982-1983 par le gouvernement socialiste qui voulait faire voter une loi *ad hoc* dans ce domaine. La Chine est le tout dernier exemple de pays où l'on constate des atteintes graves à la liberté d'expression qui est, j'en suis convaincu, la première des libertés car elle permet d'étrangler toutes les autres dans le silence.

Q.: Existe-t-il, selon vous, un «nouvel ordre mondial» de l'information, avec un courant privilégié dans les pays industrialisés et un sous-développement en ce domaine des pays pauvres?

R.: Oui, c'est évident. Car le libéralisme économique conduit inéluctablement au libéralisme politique. À l'inverse, le dirigisme économique se traduit par un dirigisme politique qui conduit à limiter la liberté d'expression. Prenons l'exemple du Chili. Ce pays a connu une grave crise pendant les trois années de pouvoir de l'«unidad popular», aggravée par l'emprise des «Chicago

Boys», ces économistes partisans du libéralisme sauvage (dans la période 1973 à 1980). Depuis lors, le pays se redresse sur le plan économique et l'on constate une certaine amélioration de la liberté d'expression, même s'il reste encore beaucoup à faire.

Q.: La culture anglophone a toujours privilégié les faits et la culture francophone les commentaires. Peut-on dire que l'un des modèles soit meilleur que l'autre?

R.: Il faut bien voir la nature différente des presses française et anglo-saxonne. En France *la Gazette* de Theophraste Renaudot a été à ses débuts un recueil d'actes et de communiqués. La première mission de la presse a été, dans notre pays, de transmettre des informations officielles. Les Anglo-Saxons, eux, ont d'emblée privilégié le commentaire. Et leur presse a été, avouons-le, plus investigatrice que la nôtre (française).

Je vous dirai qu'en ce qui me concerne, j'ai supprimé le mot «objectivité» de mon vocabulaire car la presse ne peut pas être objective. Informer c'est choisir, la formule est ancienne. En revanche, je crois en l'honnêteté de l'information, ce doit être une exigence. En France, nous méloons souvent le compte-rendu des événements et leur analyse car cela correspond probablement à ce que souhaitent les lecteurs français. Mais dans le *Figaro*, nous avons aussi une page «idées»

dont la mission est de présenter des positions contradictoires, afin que tous les courants d'opinion puissent s'exprimer.

Q.: Défenseur de la presse écrite, pensez-vous que l'écrivain aura toujours le dernier mot face aux mass media, radio et télévision?

R.: Je suis d'autant plus optimiste que l'exemple des Anglo-Saxons démontre que plus il y a de chaînes de télévision dans une ville, mieux les journaux se portent. Sous la pression de la télévision, les quotidiens se transforment en magazines journalistiques et la télévision crée de nouvelles rubriques. Dans une ville de l'est de la France comme Metz, où les habitants peuvent recevoir seize chaînes de TV par câble, le journal *le Républicain lorrain* est florissant. Il a été le premier à avoir des pages en couleur et sa rubrique de politique étrangère s'est beaucoup étoffée car les lecteurs sont habitués à recevoir des informations en provenance de la Suisse, de l'Allemagne ou de la Belgique. Au prix de cette révolution, le journal se porte bien. Il a su s'adapter, comme les journaux américains ou canadiens.

Mais l'écrivain, je le répète, aura toujours le dernier mot. Car songez qu'une séquence d'informations télévisées de vingt minutes équivaut à la lecture d'une seule page de journal quotidien. En additionnant les nouvelles fournies par toutes les chaînes de télévision, on ne mettra jamais autant



Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne, qui regroupe 17 quotidiens.

d'informations que dans un journal. Alors, laissons aux mass media l'information immédiate et réservons à la presse écrite les commentaires et l'analyse.

Q.: Comment la ville de Paris a-t-elle fait pour engendrer un aussi grand nombre de journaux, spécialisés ou généralistes. Quel en est le secret?

R.: Je crois pouvoir affirmer sans me tromper que la presse quotidienne nationale en France offre un exemple exceptionnel de pluralisme. À Paris, nous avons 17 titres, ce qui est unique au monde, par rapport aux autres grandes capitales. C'est sans doute lié à l'individualisme des Fran-

cais, qui veulent lire le journal le plus proche de leurs idées. Les tirages sont bien sûr très variés. Cela va du *Figaro*, le premier quotidien national avec 450 000 exemplaires tirés chaque jour (700 000 le samedi) jusqu'à *l'Humanité*, organe du Parti communiste, qui se situe autour de 30 000 exemplaires par jour. Mais en terme de vente, nous ne sommes pas dans les premiers. Je vous indique qu'au Japon, on vend chaque jour 580 journaux pour 1 000 habitants; au Royaume-Uni, 398 journaux pour 1 000 habitants; aux États-Unis, 269 pour 1 000; et en France, seulement 176 pour 1 000. Le continent nord-américain est à cet égard mieux placé que la vieille Europe.



Comment le Québec a vécu les années de la Révolution française : 23 questions et leurs réponses

Les nouvelles d'Europe mettaient du temps à rejoindre l'ancienne colonie française devenue possession anglaise, en cette fin du XVIII^e siècle. Les bateaux pouvaient mettre parfois plusieurs mois à traverser. Les Français d'ici devenus «Canadiens» ont appris avec consternation les événements de 1789. L'historien Jacques Lacoursière rappelle le climat qui prévalait au Québec pendant les années au cours desquelles la France vivait sa révolution.

Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administration

Roger D. Landry
président et éditeur

Claude Masson
éditeur adjoint

Marcel Desjardins
directeur de l'information

Alain Dubuc
éditorialiste en chef

L'intolérance qui attire la violence

Trois meurtres dans la même semaine sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal. Au total, 51 meurtres depuis le début de l'année, alors qu'à pareille date l'année dernière il n'y en avait eu que 30.

Un enfant de 12 ans, de Calgary, est accusé du meurtre d'une dame de 59 ans et de tentative de meurtre contre une autre dame de 89 ans.



Une femme de 28 ans, de Saint-Agapit, est accusée du meurtre de ses deux enfants de 2 et 4 ans et de tentative de meurtre contre son mari.

En 18 mois, au moins 21 enfants tués lors de drames familiaux au Québec. Les infanticides se multiplient comme jamais.

Agressions sexuelles morbides envers des femmes ou des enfants, meurtres sordides, suicides tant chez les jeunes que chez les aînés, attaques sauvages dans le métro et dans les autobus, violence conjugale, brutalité, cruauté, sauvagerie. Ces faits sont parmi les plus connus. Plus encore sont inconnus parce qu'aucune plainte n'est portée.

Tout cela se passe à Montréal, au Québec, au Canada. Non seulement à New York, Chicago, Washington.

Ce n'est pas un phénomène propre à notre société locale, québécoise, ni même canadienne. C'est un phénomène gé-

ralisé de la société contemporaine. mais nous n'y échappons malheureusement pas.

Pourtant, nous vivons dans une société libre. Plus libre qu'il y a vingt ou cinquante ans. L'une des plus libres au monde.

Plus la liberté grandit, plus s'accroît la violence. C'est tout à fait contradictoire. Pourtant, c'est la réalité. Est-ce qu'une trop grande liberté nous inciterait à toutes les libertés, sans nuances, sans respect des autres, sans aucune obligation? La liberté de tuer? la liberté d'agresser? la liberté d'exercer toute forme de violence contre autrui? la liberté de récidiver?

La liberté, valeur fondamentale personnelle aussi bien que collective, élimine-t-elle toutes les autres valeurs? Valeurs humaines, valeurs morales. Valeurs de respect, de justice, d'équité, d'éthique, de discipline, d'autorité, de responsabilité?

Cette multiplication des actes de violence sous toutes ses facettes, ses records de meurtres, de suicides et d'agressions de toutes sortes ont de quoi inquiéter.

On peut facilement accuser les tribunaux de faire preuve d'une trop grande souplesse dans leurs sentences face à des actes graves; les policiers, d'être trop tolérants envers les criminels; les politiciens, de ne pas faire des lois assez sévères, etc. Il y a certes lieu d'apporter des améliorations dans ces domaines, mais il faut toujours faire attention aux abus contraires. Une société libre et démocratique est de loin préférable à une société totalitaire.

C'est au niveau personnel que le gros du travail doit se faire: il faut se discipliner, réprimer ses désirs de violence verbale, physique, mentale ou morale. Les pouvoirs politique et policier décident d'intervenir quand il y a abus. Vaut mieux s'autodiscipliner que de laisser les lois et règlements régir nos comportements personnels et collectifs.

En réalité, comme société... et même comme individus, admettons-le, nous ne savons plus trop ce que nous voulons. Nous sommes gâtés par nos conditions générales de vie. Nous vivons dans l'abondance, dans la surconsommation, dans un égoïsme qui ne laisse plus de place à la moindre tolérance. C'est le régime du «tout pour soi, rien pour les autres». De là notre intolérance pour tout ce qui nous nuit, nous dérange, nous désempare, nous désoriente. Nous ne pouvons rien accepter qui atténue le moindre confort.

L'intolérance attire la violence. C'est là une des explications du début de drame que vit notre nouvelle société. Ce n'est pas encore la tragédie nationale. Loin de là. Mais, vaut mieux prévenir que guérir, empêcher que la violence devienne incontrôlable.

De la responsabilité personnelle naît la responsabilité collective. Nous avons, chacun d'entre nous, à faire notre devoir de citoyen.

Claude MASSON

Brian se met à table...

Pour une fois, Brian Mulroney arrive bon premier dans un sondage. Selon Gallup, c'est avec lui surtout que les Canadiens aimeraient discuter autour d'un bon repas. Il récolte 18 p. cent des suffrages, soit plus que MM. Trudeau, Chrétien et Turner mis ensemble.



Il va sans dire que ce choix des Canadiens consacre davantage les qualités humaines de l'homme que ses talents politiques. Mais il n'en reste pas moins que ce sondage inespéré ouvre la porte à une démarche électorale prometteuse. Si Mulroney plaît comme convive, pourquoi ne multiplie-t-il pas les repas avec le plus de Canadiens possible? En somme, la stratégie de la fourchette...

Un calcul rapide montre hélas que les contraintes imposées à un chef de gouvernement limiteraient les effets bénéfiques d'une telle entreprise. M. Mulroney ne dispose en effet que d'environ 1 200 jours de pouvoir avant les prochaines élections. Même s'il réussissait à maintenir une moyenne de trois repas intimes par jour, il ne réussirait qu'à rejoindre 3 600 familles sur les dix millions que compte le pays.

C'est trop peu, d'autant plus que, pour maintenir ce rythme épuisant, M. Mulroney, en raison de ses obligations, devrait recevoir ses invités au Sussex Drive, dans une atmosphère empestée qui intimiderait les simples citoyens. Sur le plan électoral, ces repas intimes n'ont de sens que s'ils se déroulent chez les citoyens eux-mêmes, d'un village à l'autre.

Par ailleurs, M. Mulroney peut difficilement compter sur des sosies pour multiplier les présences. Parce que les traits du premier ministre sont typiquement irlandais, le risque est grand qu'on ne puisse trouver en nombre suffisant des sosies parfaitement bilingues. Mila ne peut pas non plus lui être d'un grand secours: le même sondage indique qu'à peine un pour cent des Canadiens la souhaitent comme convive.

Il y a heureusement une solution: la télé. Une émission hebdomadaire où le premier ministre deviserait agréablement chez des gens ordinaires aurait un impact foudroyant. On trouverait des millions de foyers de façon fort efficace, quand on sait à quel point les téléspectateurs s'identifient à ceux qu'ils voient sur le petit écran.

Il n'y a pas à s'inquiéter des cotes d'écoute car un tel projet s'inspirerait de deux démarches télévisuelles qui ont fait leurs preuves: Soirée canadienne et son concept de caméras qui se rendent chez les gens, et, bien sûr, l'émission de Radio-Québec, Parler pour parler, avec Janette Bertrand, qui a érigé au rang d'institution les conversations autour d'un repas.

Le projet est d'autant plus riche en possibilités qu'il permettrait d'atteindre une multiplicité d'objectifs: rentabiliser les chaînes spécialisées de nouvelles de Radio-Canada en leur offrant des cotes d'écoute assurées, multiplier les sondages peu coûteux et utiles en invitant les téléspectateurs à utiliser les lignes 800 pour évaluer les propos du premier ministre.

Il n'y a qu'un problème: le titre. Soirée canadienne ou Parler pour parler auraient très bien fait l'affaire, chacun à sa façon, mais ils sont déjà pris. Pourquoi alors ne pas profiter de l'occasion pour lancer auprès du public un grand concours pancanadien et unificateur?

Voici déjà la suggestion de La Presse: Brian se met à table...

Alain DUBUC

De Vickers à Hyundai

Comme La Presse le prévoyait il y a un mois, la Vickers a fermé ses portes. Le chantier naval était dans l'impasse, surtout à cause de l'abandon du programme canadien de construction de sous-marins.

C'est un drame humain, et non pas un drame économique. L'industrie des chantiers navals, en sursis depuis des années, incapable de concurrencer les pays nouvellement industrialisés, était devenue un boulet; elle ne survivait que tenue à bout de bras par l'État qui lui confiait des activités artificielles.

Devait-on, pour protéger la MIL Vickers, se lancer à coups de milliards dans l'aventure des sous-marins nucléaires dont nul n'avait besoin? Certainement pas.

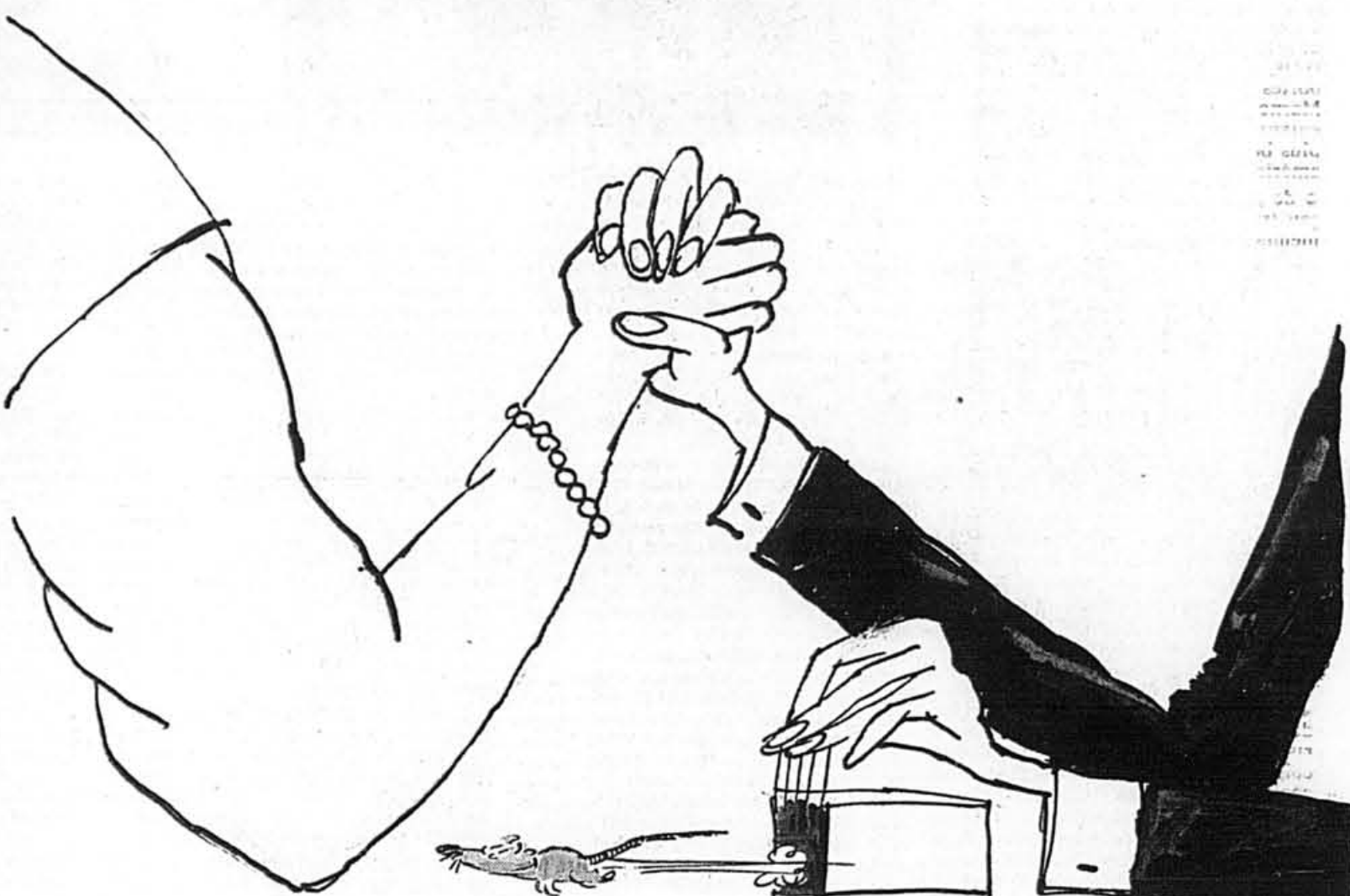
On aura sans doute le réflexe de mettre ce drame en parallèle avec la perte de 500 emplois qui menace Via Rail, une autre activité artificielle: l'État subventionne chèrement des trains que les gens ne veulent pas utiliser.

Mais la semaine même où l'on a pris connaissance de ces mauvaises nouvelles, on apprenait également que Hyundai investira \$120 millions, sans subventions, dans un secteur appelé à croître et à susciter de nouvelles activités. On apprend aussi que 41 000 emplois se sont créés en un an au Québec, malgré le ralentissement, et que le taux de chômage à Montréal est passé de 9,9 à 9,3 p. cent. Il y a une logique économique là-dedans, et elle est incontournable.

On ne doit donc pas se demander s'il faut sauver la Vickers, mais trouver les façons d'aider ses 380 travailleurs qui perdront leur emploi et leur fierté, après avoir souvent donné une grande partie de leur vie à une activité qui a longtemps été noble.

Alain DUBUC

BRAS DE FER INFIRMIÈRES - BOURASSA



GILLES 8/17/89

Billet du Bicentenaire

Les râleurs du Bicentenaire

La Presse publie aujourd'hui, sous la signature de René Viau, journaliste québécois vivant à Paris, le premier de sept billets sur certains aspects moins connus des fêtes du bicentenaire de la Révolution française. Les six autres s'échelonnent tout au cours de la semaine prochaine.

RENÉ VIAU
collaboration spéciale
PARIS

La ville vivra à partir de jeudi prochain son Bicentenaire fou, fou, fou. Les trois ou quatre millions de visiteurs qui envahiront la ville sont aux anges. Cependant, les Parisiens, comme toujours, ralentissent.

Clou de cette semaine déjantée: le défilé branché du 14 juillet au soir, du publiciste Jean-Paul Goude. «No Goude pour moi», trouve-t-on à redire dans les bistrot, devant un blanc sec. Pour ce défilé, 16000 cartons d'invitation auront été envoyés. Sans ces bristols officiels, pas de place sur les gradins. Déjà le peuple des sans-culottes s'indigne à l'idée de s'entasser le long du parcours, de la place de la Concorde à celle de l'Étoile, devant des milliers d'autres citoyens qui n'auront rien de transparent.

La veille au soir, place de la Bastille, aura eu lieu l'inauguration de l'Opéra Bastille, en grande pompe. Les chefs d'État, venus spécialement pour le sommet des pays industrialisés, seront là. La vingtaine d'autres chefs d'État aussi invités seront également de la partie. Loin d'être contents, ceux-ci auront l'impression d'avoir été placés à la table des petits,

comme dans ces dîners de famille où l'on ne peut pas mettre tout le monde à la grande table.

Après cela, bal de l'Opéra. On dansera aux abords de la Bastille au son du zouc et de l'accordéon d'Yvette Horner. Puis, le lendemain, défilé aux Champs-Élysées. Pour les militaires. Du sérieux. Cette fois-ci, pas question d'encailler les légionnaires au son de Serge Gainsbourg. Le 15, c'est reparti: feux d'artifice à la tour Eiffel. «Là encore on ne verra rien», de se plaindre les Parisiens en colère.

Déjà, ceux-ci sont excédés par les impressionnantes mesures de sécurité qui se sont multipliées et s'accroissent encore avec l'encadrement des cérémonies. Pire encore, la circulation automobile sera totalement interdite dans les quartiers touchés par les festivités.

Du 10 au 17 juillet, interdiction même de «parking» dans les zones proches de l'action. Que dire, en plus, des cortèges officiels et des embouteillages? Le bon peuple accuse ses gouvernements d'en faire trop. Plus d'une concierge regrette la petite phrase d'invitation lancée par Mitterrand au Sommet de Toronto. Et à quel prix!

Renaud, pour sa part, a avalé trop de chétron sauvage. La circulation, il s'en fout, à Outremont. Mais pour lui, le Sommet des grands, c'est une réunion d'aristos à la lanterne où le tiers État, pardon, le Tiers-Monde, n'est pas invité. Avec ses «potes» de la génération Mitterrand qui soutenaient, il y a un an à peine, le Président, il organise son propre jour de gloire parallèle. Manifestation à la Bastille le 8 juillet et concert gratuit. L'Élysée se fait ainsi voler ses jeunes

qui naguère mobilisaient pour l'oncle François.

En fait, les seuls à ne pas râler ce sont les touristes. Sans voiture, le centre de Paris leur est ouvert comme un paradis. Une chance! Plus de danger de jouer les kamikazes en traversant la rue. Quant aux taxis, de toute façon, il fallait les supplier à genoux de vous conduire à destination. En trouvant une chambre, ils ont déjà réussi leur parcours du combattant. Enfin, se disent-ils, sans bouder leur plaisir, pourront-ils participer aux festivités de «Bastille Day»? Rouges de rage, blancs de colère et bleus de peur, les Parisiens qui les voient arriver aiment mieux s'angoisser sur la cacophonie klaxonnante des futurs embouteillages.

L'éclat des fêtes fera-t-elle taire ces doléances? Après tout, Paris vaut bien une messe... républicaine.

Demain:
1789: la presse découvre sa liberté



Pendant que les visiteurs sont aux anges, les Parisiens ralentissent.

FRANCE-QUÉBEC

Au seuil d'un grand malentendu



RÉAL PELLETIER

Deux cent mille Québécois traverseront en France cette année, principalement cet été. Suivant une mode, plusieurs s'adonneront à la chasse — avec amusement parfois, avec horreur autrement — aux plus récents signes d'anglicisation ou aux nouveaux *trends* d'américanophilie chez leurs cousins. Le tout bien sûr mesuré à l'aune de la Loi 101. C'est-à-dire qu'on s'appliquera à regarder fonctionner la société française, linguistiquement, avec le même regard impitoyable que l'on braque sur la société québécoise à cet égard. L'affaire de l'Institut Pasteur a sonné l'ouverture de la chasse. L'expédition de cet été pourra, par exemple, rapporter les trophées suivants:

- le nouveau centre international du commerce de Paris s'appelle — strictement — le World Trade Center, laissant probablement Montréal avec la seule désignation française au monde de Centre de commerce mondial;
- championne universelle de l'industrie des congrès, Paris a accueilli l'an dernier 328 congrès internationaux — une soixantaine de plus que Londres — et ces congrès, de plus en plus, se tiennent en anglais, sans traduction;
- le plus grand parc d'attractions d'Europe, conçu par les cerveaux des universités de Disney aux États-Unis, s'installe présentement aux portes de Paris, dans la vallée de la Marne; s'y étaleront, à portée des enfants de France et d'Europe, les plus beaux fleurons de l'imaginaire américain;
- de plus en plus de touristes français traversent l'Atlantique, avec les mêmes yeux du cœur qu'affichaient nos parents il n'y a pas si longtemps en faisant le chemin inverse: l'an dernier, pour la première fois, plus de touristes français sont venus au Québec que de Québécois ne sont allés en France, sans compter bien sûr les Français qui se sont rendus directement aux USA; et quand ils viennent au Québec — qu'on ne s'y trompe pas — c'est pour donner un coup de chapeau aux cousins, mais c'est surtout une façon d'atterrir en douceur sur le grand continent nord-américain, fascinant mais un peu effrayant;

de la même manière, le *Figaro Magazine*, sur deux pages il y a deux semaines, incitait les jeunes Français à se familiariser avec l'Amérique à venir d'étudier à l'université... McGill;

La France était l'hôte, l'an dernier, de plus de 38 millions de touristes. En fait, l'affluence québécoise, belge, suisse et ouest-africaine confondue n'a pas fait probablement plus qu'un modeste million. C'est pourquoi, de plus en plus, l'industrie touristique française accueille l'étranger en anglais: plus pratique que de placarder en deux douzaines de langues étrangères.

Des surprises

Certaines surprises d'ailleurs attendent les Québécois à cet égard. Lorsque je me suis procuré un billet de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF), en mai dernier, rue Stanley à Montréal, le billet était libellé en français, mais la documentation l'accompagnant était unilingue anglaise.

Arrivé à Paris le 13 mai, j'ai pris mon premier expresso à l'angle (rigoureusement quartier latin) de la rue de Rennes et de la rue du Vieux-Colombier, où deux garçons de table très parisiens s'amusaient gentiment à faire la conversation en anglais, histoire, de toute évidence, de mettre à l'épreuve leurs plus récents cours d'anglais. À la table voisine, de jeunes touristes espagnols s'adressaient au personnel en anglais.

Dans les rues, de plus en plus de boutiques affichent une raison sociale anglaise: il y a les éternels McDonald et Burger King bien sûr, mais aussi les *Freetime*, les *Cuir Center*, et puis cette affiche grand luxe de Renault qui vante une R-5 «complètement fun», etc.

Quelques heures plus tard, dans un magasin de la rue de Rivoli, j'exhibe une carte de crédit frappée du sceau d'une banque canadienne: «Ah! vous êtes du Canada. So, you speak English!» remarquera le préposé, avec le souci très professionnel de vous rendre la vie plus facile.

Dans la semaine qui suit, à la populaire émission télévisée «L'heure de vérité», l'ex-président Valéry Giscard d'Estaing, candidat de la droite aux élections européennes, dit très explicitement que l'anglais est appelé à devenir la langue de communication en Europe. Dans le *Figaro*, l'équivalent de *La Presse* à Paris, un médecin de Roubaix affirme sans ambages: «L'Europe aura forcément une langue européenne. Cette langue ne peut être que l'anglais. (...) Assez de palabres, apprenez l'anglais!»

Quel anglais au fait?

L'anglais a effectivement le vent dans les voiles, en France en général, et à Paris à particulier.

L'anglais? L'américain plutôt. Fini les contorsions labiales de haute voltige auxquelles, il y a 25 ans,



On aura remarqué que l'emploi du mot «fun», en France, n'est pas le même que celui que l'on en fait dans la langue courante au Québec. Assez bizarrement d'ailleurs, la formule utilisée par Renault est absolument intraduisible telle quelle en anglais.

s'adonnaient — peu nombreux encore — les Français qui s'étaient mis à l'apprentissage de l'anglais, empressés joliment dans les *ze*, les *zat* et les *zis* pour les *the*, *that* et *this*. Cet anglais-là, de digestion pénible, aussi élitiste que le français du 16^e, venait d'outre-Manche. L'anglais ambiant en 1989, moins guindé, a des relents d'outre-Atlantique.

L'oreille française moyenne n'avait jamais vraiment perçu le ton juste qui aurait permis à son propriétaire de reproduire avec une élégance minimale la langue d'Oxford. Elle absorbe par contre avec une étonnante souplesse les accents de Hollywood, ceux du rock surtout, omniprésents en France.

Du rock, les jeunes Français en mangent. Peut-être plus encore que les jeunes Québécois. Le rock: génial alambic qui, à partir d'une confection de Shakespeare, de guitare western et de beat sorti d'Afrique, distille un anglais-rendu-facile, dans lequel certains ont reconnu l'héritier, un tantinet frelaté peut-être, d'un esperanto plutôt moribond. Une sorte de joute universel devenu *powerful*, voire *glamorous*. De par son génie propre, de par la dynamique du dollar aussi.

Alors on bascule?

Autant d'indices qui, observés encore une fois à travers la lunette québécoise, peuvent donner à penser que la France est en voie de basculer carrément du côté de la civilisation anglo-saxonne. Certains s'en étonnent ici; d'autres s'en vaxent, avec des ultras qui n'hésitent pas à admettre les cousins, comme on l'a vu quand des chercheurs de l'Institut Pasteur à Paris ont entrepris de publier exclusivement en anglais le fruit de leurs recherches.

(Incidentement, on n'a guère entendu de voix au Québec pour défendre la mémoire du célèbre biologiste lorsque l'hôpital Pasteur, rue Sherbrooke à Montréal, a troqué son nom pour celui de Centre hospitalier J. Henri Charbonneau. Who is J. Henri Charbonneau, by the way?)

L'affaire de l'Institut Pasteur a plutôt amusé les Français, qui trouvent les Québécois bien «irileux», sur la chose anglaise. À ce stade, rien n'est encore gâté. Sauf que l'on sent très bien dans certains milieux français, de salles de rédaction en Quai d'Orsay, que ce climat malsain pourrait aisément dégénérer si les «affaires Pasteur» devaient se multiplier.

À écouter certains interlocuteurs français — pourtant ouverts par ailleurs au problème linguistique particulier du Québec —, on imagine mal que certaines élites québécoises puissent éventuellement se mettre à reprocher ouvertement «aux Français» de laisser tomber la langue française sans que les cousins d'outre-mer ne réagissent, au mieux par le sarcasme, au pire par la rupture froide des liens privilégiés entre Paris et Québec.

Bref, en observant l'état actuel des esprits en France eu égard à l'anglais, une carrière de mouche du coche linguistique n'offre guère de débouché pour le Québec en France.

Les malentendus

On pourra certes reprocher aux Français leur mauvaise lecture de la situation précaire faite à la langue française au Québec, encore que plusieurs en soient parfaitement conscients. En revanche, les Québécois les plus sensibilisés à l'avenir du français, ici et ailleurs, devront peut-être faire l'effort de remettre à jour leurs données sur la France actuelle. Et la chose la plus difficile qu'il leur faudra reconnaître virtuellement, c'est que les Français, comme peuple, ont parfaitement le droit de faire des choix politiques qui assurent leur avenir, même si cela devait aller à l'encontre des intérêts linguistiques des Québécois. La vérité crue — et dure — c'est que la France n'a aucun compte linguistique à rendre au Québec.

Le malentendu illustré par certaines réactions québécoises à l'affaire de l'Institut Pasteur trouve vraisemblablement son explication dans trois facteurs.

● D'abord, une tranche non négligeable de la classe politique québécoise, faite surtout d'intellectuels et de fonctionnaires, est restée rivée à une vision gaulliste de la France, une France de grandeur, capable de promouvoir, au nom du Québec en même temps qu'en son nom et au nom de la francophonie, la pérennité de la langue française dans le monde. Les Français en général ont singulièrement réduit leurs ambitions à cet égard depuis 20 ans. Autre vérité crue: si Thomas Jefferson fut le dernier président américain à parler assez couramment le français, François Mitterrand est probablement le dernier président français à ne pas savoir parler l'anglais.

● Ensuite, beaucoup de Québécois ont, sans trop s'en rendre compte, développé une mentalité d'assiégés en matière de langue, un état d'esprit très largement explicable du fait de leur environnement linguistique propre, état d'esprit devenu institutionnel en quelque sorte depuis la Loi 101. Or, la Loi 101 ne constitue pas nécessairement un stéthoscope pertinent pour diagnostiquer les maladies linguistiques en France;

● Plus grave enfin: à force de vivre dans une situation de «mesures de guerre» linguistiques — quelle qu'en soit la validité, là n'est pas la question — on en est venu ici à transformer ce réflexe défensif en une sorte de projet de société permanent, qui a le malheur par surcroît d'être à peu près le seul projet de société un tant soit peu consistant dans une collectivité en mal d'objectifs. La France, de son côté, prépare la plénitude de son destin collectif et il se trouve que l'avenir de la langue — c'est le choix

politique d'un peuple — occupe une place bien modeste dans le noyau des préoccupations actuelles des Français.

Vouloir appliquer, en matière de langue, une grille d'analyse québécoise à une société aussi éloignée de la nôtre que l'est la France, fût-ce au nom d'une certaine pérennité du français dans le monde, c'est très mal comprendre comment la France mesure sa propre situation, ses propres tensions existentielles par rapport au monde qui l'entoure.

Des évidences

Certaines évidences doivent être rappelées pour que les Québécois évitent des faux pas dans leurs rapports avec la France en matière linguistique, tout en entretenant avec leurs cousins un dialogue civilisé — et essentiel par ailleurs — sur le sujet.

● La France actuelle ne fait pas une évaluation d'abord linguistique de sa position dans le monde; elle vit plutôt quotidiennement le débat sur l'avenir de l'Europe;

● Société économiquement saine, technologiquement à la pointe dans plusieurs domaines (Ariane, Airbus, TGV, etc.), la France reste néanmoins consciente de certaines faiblesses, en termes de productivité par exemple par rapport à l'Allemagne, laquelle se traduit par un franc plus faible que le mark: d'où la volonté très claire ressentie par une majorité de Français d'aujourd'hui de jouer la carte de l'Europe, en association préférentielle avec la RFA si c'est possible.

● Dans cette démarche, des angoisses toutes neuves se font jour: les amours franco-allemandes, initiées par de Gaulle et Adenauer, subissent l'assaut du flirt germano-soviétique — et la courtoisie manifestée cette semaine par Gorbatchev envers la France ne trompe pas. Sans compter des angoisses, plus anciennes celles-là, qui refont surface périodiquement, depuis Vichy: hier c'était Barbie, aujourd'hui c'est Touvier. En même temps que son «Liberté, égalité, fraternité» à l'honneur ces jours-ci, la France vit une sorte de «Je me souviens» plutôt pénible.

● À travers toutes ces préoccupations, l'incontournable question de la langue française se pose, bien sûr. Dans le cheminement de l'intégration européenne, la place du français a été évoquée, mais on s'est vite rendu à certaines évidences, en constatant par exemple la place nettement prépondérante qu'occupe déjà l'anglais, depuis plusieurs années, dans l'enseignement des langues secondes un peu partout chez les Douze. D'où un certain consensus, encore mal défini et mal avoué, pour que l'anglais soit la langue de communication d'un certain nombre de fonctions européennes. Sans compter que les affaires, entre pays européens d'abord, avec l'Amérique du Nord ensuite, avec l'Asie aussi, se font déjà assez couramment en anglais.

● Dans ce rapide processus de transformation des esprits en France, de plus en plus de Français en viennent, plus ou moins consciemment, à accepter pour la langue française dans le monde, une place qui soit plus modestement proportionnelle à l'influence réelle de la France dans ce monde.

Ce qui n'exclut pas que le génie de la France, passé et actuel, déborde encore largement les frontières de l'Hexagone, comme l'a illustré récemment une remarquable série de reportages publiés dans *L'Événement du jeudi*. La presse anglo-saxonne internationale est truffée de mots, voire d'expressions françaises. À lire la grande presse nord-américaine, on a l'impression que la moitié des *columnists* ont choisi Paris comme base d'observation des affaires de la planète. Et l'Agence France-Presse demeure la seule agence d'information de dimension internationale qui ne soit pas anglo-saxonne.

Pour peu qu'on laisse au vestiaire québécois les lunettes déformantes de la Loi 101, qu'on entre dans ce pays sans préjugé, qu'on se mêle intimement aux gens dans la rue, dans les cafés, dans les restaurants, dans le train, on constatera fondamentalement une chose: ces 60 millions de Français sont — et restent — terriblement français. Le baseball n'est pas près d'envahir le Parc des Princes, bien que Jacques Chirac ait tenté, américanophilie aidant, d'y intéresser les Français. Bob Hope obtient la Légion d'honneur? Il ne risque guère de déloger Raymond Devos dans le cœur des Français pour autant.

Chose certaine, il ne vient pas à l'esprit du Français moyen un seul instant qu'il puisse un jour perdre sa langue. Et plutôt que de monter aux barricades linguistiques — ce dont il ne sent guère le besoin —, il opte pour une stratégie qui a déjà connu son efficacité ailleurs: il fait des enfants.



Lysiane Gagnon

Une déception justifiée

Les infirmières n'ont pas tort d'être ulcérées. Plus de la moitié des membres de la Fédération des infirmières ont refusé d'entériner l'entente négociée au sommet, et les votes de rejet ont pris l'allure, à plusieurs endroits, de véritables vagues de révolte.

À Maisonneuve-Rosemont par exemple, 91,7 p. cent des infirmières ont dit non. Partout au Québec, elles ont découvert avec indignation que le texte de l'entente était bien en deça de ce qu'on leur avait fait miroiter.

Non seulement aucun rattrapage salarial n'est-il consenti la première année de la convention aux infirmières les plus mal payées de tout le Canada, mais la reconnaissance de la scolarité n'est même pas assurée dans les faits: les bacheliers auront droit à une rémunération additionnelle seulement si le bac est exigé pour la fonction. Dans la majorité des cas, l'infirmière soignante, celle qui est en contact direct avec le malade, celle dont dépendra peut-être demain votre survie ou celle d'un de vos proches, n'aura pas un sou de plus même si elle a passé des années à se perfectionner.

Bien que ce rejet par la base risque de mener à un cul-de-sac, et annonce d'autres troubles dans les hôpitaux, je n'ai pu réprimer un sentiment de fierté en voyant ces femmes — les premières victimes de l'inéquité salariale qui affecte toutes les professions traditionnellement féminines — se dresser contre le gouvernement, contre leurs propres négociatrices, contre les leaders d'opinion qui tous leur disent d'accepter, comme naguère on conseillait aux femmes de se résigner à leur sort. La résignation... Oh, quelle belle vertu féminine!

Hélas, leur force est leur faiblesse: les infirmières ne peuvent pas faire la grève parce qu'elles sont indispensables. Plus indispensables que les policiers et les pompiers: la famille moyenne a plus souvent besoin des services de santé que d'une protection physique contre le crime ou l'incendie. À la rigueur, l'armée peut toujours remplacer un corps policier en grève. On ne s'improvise pas infirmière, mais on peut s'improviser pompier — dans la meilleure tradition anglo-américaine, nombre de petites localités ont des services d'incendie bénévoles. (Évidemment, les pompiers gagnent davantage que les infirmières. Pourquoi? Ne cherchez pas: les pompiers sont des hommes.)

Sans doute les infirmières pourraient-elles encore bénéficier pour un certain temps de la sympathie du public si elles reprenaient leurs moyens de pression sur un mode mineur, encore que dans un système où les services de santé sont réduits au minimum, toute grève, qu'elle qu'en soit la forme, met des vies humaines en péril et compromet la sécurité des malades.

C'est d'ailleurs ce que se disent nombre d'infirmières, qui sont, à bon droit, insultées par l'insatisfaisant compromis qui leur est offert, mais qui hésitent à l'idée de reprendre la lutte sur le dos des malades. Ces scrupules sont tout à leur honneur, et il serait ignoble que le gouvernement en profite pour leur imposer un règlement inéquitable.

La seule solution, la seule qui respecte à la fois les droits des malades et la justice élémentaire due aux infirmières, c'est que le gouvernement retourne à la table de négociations et refasse ses devoirs, sans attendre que les infirmières aient recours à l'arme ultime. Que le gouvernement cède sur le 4 p. cent la première année en indiquant clairement que les infirmières sont un cas d'exception et que cela ne s'appliquera pas aux autres groupes du secteur public, qu'il reconnaisse la scolarité des infirmières comme il reconnaît celle des enseignants et des professionnels de la fonction publique, qu'il cesse de payer ces femmes à coup de primes plutôt qu'en salaire réel (les primes s'envolent quand vous êtes malade ou que vous prenez votre retraite).

Cela coûterait cher? Eh bien oui, mais gouverner c'est choisir. Que le gouvernement coupe ailleurs, dans les innombrables sources de gaspillage de la fonction publique et dans le lard gras de la bureaucratie.

Si le gouvernement fait la sourde oreille, le prix à payer sera encore plus élevé. Peut-on imaginer le climat et le niveau de productivité dans nos hôpitaux, quand les infirmières, qui constituent le pivot central du système de santé, se retrouveront encore plus démotivées qu'auparavant, convaincues d'avoir été flouées une fois de plus? Et croit-on que cela encouragera les jeunes à choisir cette profession? La pénurie d'infirmières qualifiées se fait déjà sentir, mais ce n'est rien à côté des problèmes que posera demain la pénurie de candidates de qualité pour assurer la relève.

JAZZ ET FOULE

Loin de moi l'idée de critiquer ce magnifique bain de foule et de musique que constitue le Festival de jazz de Montréal. Mais l'enthousiasme a tout de même des limites. Mercredi matin, j'ai failli m'étouffer dans mon café en voyant l'avalanche de manchettes qui prétendaient que le show de Metheny, avenue McGill, avait attiré 100 000 personnes.

Cent mille personnes! Un Montréalais sur dix, huit fois le Forum, deux fois le stade! Tout ce monde avenue McGill, entre Sainte-Catherine et Sherbrooke! Allons donc! Même la Place Tiananmen ne contiendrait pas pareille foule!

J'ai couvert je ne sais combien de manifestations, et les plus grosses — le bill 63 à Québec, De Gaulle à Montréal, le McGill français, juste au nord de l'avenue McGill précisément — n'ont jamais attiré plus d'une vingtaine de milliers de personnes. Le record absolu a été la super-manif de mars dernier pour la Loi 101, évaluée par la police à 60 000 personnes: la queue du cortège s'étendait rue Saint-Denis, entre Sherbrooke et Saint-Antoine alors que la tête remplissait déjà le Champ-de-Mars. Et l'on veut nous faire croire qu'il y avait près de deux fois plus de gens avenue McGill?

J'étais là une demi-heure avant le début du concert: angle De Maisonneuve et McGill, il y avait du monde, certes, mais ce n'était pas la coude-à-coude, on pouvait circuler et respirer assez facilement, et j'ai souvent vu des foules plus denses. Je suis revenue vers 9 h 30. La foule, très compacte entre De Maisonneuve et Sainte-Catherine, était plutôt clairsemée au niveau de la rue du Président-Kennedy, et la rue Sherbrooke, juste au nord, était à peine plus achalandée que les trottoirs de la rue Sainte-Catherine durant les belles soirées d'été.

Il est très difficile d'évaluer les grosses foules, aussi les journalistes se fient-ils souvent aux policiers. Le lieutenant St-Denis du poste 25, un vieux routier en la matière, estime possible que quelque 70 000 personnes se soient rendues, par vagues successives, au concert Metheny. Si c'était le cas — et même s'il n'y avait eu que 20 ou 30 000 spectateurs, ce serait déjà un succès phénoménal. Quel besoin a-t-on d'en rajouter?

YVON MAU EUROCHALLENGER 89

La formation des mots, il y a belle lurette qu'elle emprunte un peu partout.

La Presse EN YOUGOSLAVIE

Une inflation d'une ampleur sud-américaine et un cap sur l'économie de marché



GILBERT GRAND
LJUBLJANA

L'inflation évolue désormais en Yougoslavie au rythme annuel de 1 500 p. cent et pourrait même atteindre les 2 000 p. cent, si rien ne vient infléchir cette tendance, affirme le professeur Ivan

Ribnikar, doyen de la faculté d'économie de l'université de Ljubljana.

Eclipsées pendant plusieurs semaines par la violence des querelles inter-ethniques (Kosovo) qui déchirent le pays, les rudes réalités économiques sont depuis revenues souligner la paralysie du pouvoir politique. Au point de compromettre l'ambitieux mais nécessaire programme de réformes présenté à la mi-mars, et amendé à la mi-juin, par le premier ministre Ante Markovic.

Même s'il en partage les grands objectifs — instauration d'une économie de marché, indépendance des entreprises en ouvrant les portes au capital privé, étranger notamment, libéralisation des prix et des importations — le professeur Ribnikar trouve que le premier ministre court trop de lièvres à la fois. «Les priorités choisies ne sont pas les bonnes.»

«L'ennemi numéro un devrait être l'inflation, dont l'ampleur sud-américaine mine tout effort de rationalisation du système, martèle-t-il. Nos problèmes actuels viennent de ce que nous vivons dans une économie totalement indexée (salaires, taxes, capitaux).»

«Pour stopper la spirale inflationniste, il faudrait amorcer sans tarder une désindexation des salaires. Mais jusqu'ici, tous les gouvernements ont reculé devant une telle mesure, forcément impopulaire puisqu'elle signifie une baisse de revenus. Tôt ou tard, il faudra pourtant bien en venir là.»

Très conscient que la situation pourrait devenir «explosive», Ribnikar n'en estime pas moins, comme l'un des commentateurs de *Mladina*, une des meilleures revues de l'opposition slovène, que «la réforme économique ne peut aller de pair avec la paix sociale».

Divergences régionales

Un consensus se dégage certes aussi bien dans la classe politique que dans le milieu des affaires: le système a prouvé son inefficacité, il est temps de mettre plein cap sur l'économie de marché. Mais de profondes divergences existent encore sur la façon d'atteindre un

tel objectif entre le Sud (Serbie surtout) plus centralisateur et le Nord (Slovénie et Croatie) prônant décentralisation et ouverture sur l'Europe.

Pour pouvoir affronter avec quelque chance les «réalités très cruelles» de l'économie de marché, des principes de base du système (comme la propriété sociale et l'autogestion) doivent être modifiés, affirme Ribnikar avec une audace iconoclaste.

«Les entreprises doivent avoir un propriétaire identifié, responsable devant la loi. L'autogestion doit être abolie et remplacée par une forme de cogestion entre partenaires et investisseurs. Il faut rétablir un système financier normal avec institutions bancaires indépendantes, actions, obligations, etc.»

«Bien sûr, nous regardons vers l'Ouest, vers le marché unique de 1992. Une demande d'adhésion à la CEE serait actuellement prématurée. Nous commençons lentement à adapter notre économie aux standards européens, un processus qui peut prendre une dizaine d'années. Il faut nous préparer à cette terrible compétition et survivre.»

Évidemment, la tâche est immense et le temps presse. Outre l'inflation galopante, tous les indicateurs sont au rouge: dette extérieure de plus de \$20 milliards US, taux de croissance négatif, plus de 15 p. cent de chômeurs, record européen du nombre de grèves (2000 l'an dernier), baisse du pouvoir d'achat de 0,7 p. cent par jour.

Le pain sèche

Pour le prix actuel d'une miche de pain de 800 grammes, le consommateur pouvait acheter, il y a 18 mois, 5,4 kg de pain. Avec la somme nécessaire pour remplir modestement un panier de ménagère en avril, un Yougoslave pouvait vivre aisément neuf mois en octobre 1987. Depuis cette date, les produits alimentaires ont augmenté de plus de 800 p. cent, selon le quotidien *Politika Ekspres*, qui fait état en outre d'une baisse de 13 p. cent des ventes pour le seul mois de mars. Cette valse des étiquettes a même fait naître un



Un manifestant crie des slogans serbes devant le parlement de Belgrade.

nouveau métier, celui d'«afficheur de prix».

La situation apparaît encore plus grave si l'on prend des monnaies étrangères pour référence: le dinar a perdu plus de 440 p. cent par rapport au deutschemark entre mars 1988 et le 1er avril 1989. Par rapport au dollar américain, la chute est tout aussi spectaculaire: un dollar valait trois dinars en 1955, 19 dinars en 1979, 11 800 dinars à la mi-mai dernier et 12 900 dinars sept jours plus tard!

À peine mises en circulation, les coupures de 20 000 et 50 000 dinars ne correspondent déjà plus aux réalités du marché. «Nous

sommes tous millionnaires», disent avec humour les Yougoslaves en sortant de leurs poches d'épaisses liasses dont la valeur fond comme neige au soleil. Le billet de 100 000 dinars n'est pas loin, à moins que l'on opte pour un dinar lourd, plus fonctionnel.

Payables en marks

Autre phénomène révélateur: la monnaie allemande évince de plus en plus le dinar défaillant. Nombre d'entreprises de Slovénie indexent déjà leurs salaires sur le deutschemark. Un peu partout, le prix des voitures d'occasion ou du bétail, ainsi que les loyers dans le secteur privé sont non seulement



fixés mais également payables en devises fortes. La même règle prévaut dans les nombreuses boutiques dites «hors taxe» qui, en offrant des produits européens de luxe (parfums, cosmétiques, vins, appareils électro-ménagers et *hifi*), jouent le rôle de «marché noir officiel», explique un entrepreneur slovène.

Devant cette visible dégradation économique, un hebdomadaire de Belgrade a même osé — *glasnost* oblige — écrire que le niveau de vie des Yougoslaves était meilleur sous la monarchie durant les années 30 qu'en régime socialiste.

Pas étonnant donc que, selon la revue *Start*, trois des 23 millions de Yougoslaves veulent émigrer et cherchent un pays d'accueil. Parmi ceux qui souhaitent partir on retrouve de plus en plus de jeunes diplômés universitaires qui estiment n'avoir «aucune perspective» dans leur pays. Cette «fuite des cerveaux» massive (environ 50 000 spécialistes au cours des dix dernières années, selon *Start*) aurait coûté quelque \$20 milliards US à la Yougoslavie, soit l'équivalent de sa dette extérieure.

Néanmoins, si l'on en croit un sondage du quotidien *Borba*, 50 p. cent des personnes interrogées sont convaincues que la Yougoslavie aura surmonté sa crise économique dans cinq ans. Ce regain de confiance est dû en grande partie à l'arrivée aux commandes du pays de deux ardents partisans de l'économie de marché et de l'intégration européenne.

Pas peur de froisser

Le nouveau président de l'État, Janez Drnovsek, est en effet un jeune économiste slovène, expert en finances internationales. On s'attend à ce qu'il adopte une attitude plus ferme face au FMI pour le remboursement de la dette extérieure. Il a déjà déclaré qu'une partie de la dette devrait être convertie en investissements étrangers.

Le premier ministre Ante Markovic a lui aussi une réputation de «battant». Ancien PDG à succès, il avait été parachuté en 1982

à la tête du gouvernement de la république de Croatie, qu'il avait réussi à sortir de la crise. Ses premières décisions à Belgrade montrent qu'il n'a pas peur de froisser: son cabinet réduit rompt avec le principe sacro-saint de la représentation proportionnelle des républiques au sein du gouvernement.

Mais le premier ministre a d'emblée pris la mesure des résistances de l'appareil et de la bureaucratie au changement. Pas question, par exemple, de renoncer à la règle du consensus, même si elle est une des principales causes de la paralysie des institutions.

Tout comme la *perestroïka* de Gorbatchev, la nouvelle politique économique bute sur la mauvaise volonté, voire le sabotage, de la *nomenklatura* et des échelons intermédiaires et locaux de l'administration et du parti.

La presse de Zagreb en prenait pour exemple, récemment, les obstacles et tracasseries rencontrés par des investisseurs privés, yougoslaves ou étrangers, malgré la nouvelle loi adoptée en janvier. En Serbie, le taux de charges sociales à payer par les firmes étrangères pour leurs employés yougoslaves est passé de 79 à 164 p. cent depuis le début de l'année. Le maximum d'employés autorisés par la loi est de 10 en Serbie, 30 en Croatie et 50 en Slovénie.

Pendant des années, l'entrepreneur privé a été considéré comme un exploitateur plus ou moins suspect, notait le quotidien *Vjesnik*. Il faudra du temps pour faire comprendre aux structures locales du pouvoir que le socialisme n'est plus hostile à la propriété privée.

Quelque \$11 milliards US d'épargnes dorment dans les banques yougoslaves, selon les chiffres officiels. «Une bonne partie serait investie dans le secteur privé, si les gens avaient confiance, si nous passions à une véritable économie de marché», constate un fabricant de meubles de Belgrade, qui se demande s'il n'est pas temps d'aller faire de «vraies» affaires en RFA.

Le réveil du nationalisme serbe

GILBERT GRAND
BELGRADE

Ce soir-là chez Branka, la conversation languissait après un repas chaleureux, quand deux noms vinrent la relancer spectaculairement: Milosevic et Kosovo.

On ne peut plus, en effet, aborder ces deux questions corollaires à Belgrade — pas plus d'ailleurs qu'à Ljubljana, Zagreb et Pristina — sans soulever les passions, depuis l'épreuve de force tragique de mars dernier qui a permis à la Serbie de reprendre le contrôle de ses deux provinces autonomes, la Voïvodine et surtout le Kosovo.

«Slobodan Milosevic a prouvé dans cette crise qu'il était un vrai leader», lance Zoran, un biologiste jusque là sceptique qui, comme la majorité des gens, ne pouvait imaginer que tous ces changements seraient obtenus en moins d'un an.

«Le peuple serbe est avec lui car il avait besoin de quelqu'un qui contribue à son affirmation nationale, qui lui permette de retrouver sa fierté», renchérit Mila, une enseignante exubérante.

Une fierté qui avait été sérieusement brimée sous Tito qui considérait qu'une Serbie affaiblie était la condition de l'équilibre de la Yougoslavie, me précise le lendemain, l'apparatchik Miroslav Markovic, dans son bureau surplombant les HLM démesurés de Novi Beograd.

C'est ainsi, explique-t-il, que la Constitution fédérale de 1974, «injuste et absurde», avait amputé la Serbie de deux larges portions de son territoire national: la Voïvodine, au nord, et le Kosovo, au sud, leur accordant une autonomie qui les rendait pratiquement indépendants de leur république de tutelle.

Contraints de ronger leur frein

du vivant de Tito, les Serbes n'en ressentent pas moins cette situation comme une humiliation: on s'efforçait de réduire leur poids dans la fédération et même, en leur ôtant le Kosovo, «berceau» de l'État serbe médiéval et théâtre de sa défaite face aux Turcs en 1389, d'effacer leur héritage culturel, historique et religieux.

D'autant que, profitant de l'autonomie, les nationalistes albanais y accroissaient leur audience, note Markovic, qui est président du comité des relations inter-ethniques à la Ligue des communistes de Serbie.

En 1981, première explosion: les Albanais, désormais majoritaires à 90 p. cent, se révoltent et réclament le statut de république. L'intervention de l'armée à Pristina, si elle mit fin aux émeutes, ne put stopper l'exode des Serbes et Monténégrins du Kosovo (200 000 de 1966 à 1981; 40 000 de 1981 à 1989, selon Markovic) fuyant les «persécutions» mais aussi le marasme économique.

Tout change en 1987, avec l'arrivée au pouvoir de Milosevic qui exige d'emblée la «réunification» de la Serbie et la modification de la constitution de 1974. «Personne n'a le droit de battre ce peuple», déclare-t-il avant de déclencher une série de meetings monstres de solidarité avec les Serbes et Monténégrins du Kosovo, qui rassemblent des centaines de milliers de personnes.

En février et mars derniers, une grève générale de protestation des Albanais contre la réforme constitutionnelle débouche sur des émeutes faisant officiellement 24 morts. Après l'instauration de l'état d'urgence et du couvre-feu, quinze mille militaires sont envoyés pour rétablir l'ordre, alors que le Parlement serbe approuve une nouvelle constitution rétablissant ses droits sur l'ensemble de son territoire.

À l'évidente fierté d'avoir vengé l'humiliation de 1974 se mêle aussitôt chez tout interlocuteur serbe l'irritation de n'être pas compris, de voir «sa» vérité mise en doute au nord du pays et à l'étranger. Les parlementaires européens envoyés début juin en mission d'enquête l'ont vite constaté: pour avoir osé rencontrer des leaders de la communauté albanaise à Pristina, ils ont aussitôt été accusés de «partialité» par la presse serbe.

À ce point de son argumentation, Markovic s'est lui aussi raidi avant de marteler: «Nous faisons face à une tentative contre-révolutionnaire contre l'ordre constitutionnel avec des éléments de soulèvement armé. Les mesures extraordinaires ont été approuvées par la présidence collégiale yougoslave et devraient rester en vigueur aussi longtemps que dure la menace nationaliste et sécessionniste albanaise. Les changements constitutionnels étaient indispensables pour que la Serbie soit réellement un État. La Ligue des communistes du Kosovo doit maintenant présenter un programme de consolidation qui favorise le développement démocratique, dans le respect de tous les groupes.»

Consensus

Puis, d'un revers irrité de la main, il écarte la menace que, selon le Nord, la Grande Serbie ferait courir au pays. «L'hégémonie serbe est irréalisable dans une fédération où les décisions sont prises par consensus». Et il ajoute, rassurant: «Des Serbes vivent dans toute la Yougoslavie; pour qu'ils puissent se sentir chez eux et libres, il n'y a qu'une solution: une fédération démocratique.»

Cependant, jusqu'ici le PC serbe ne s'est pas signalé par son ouverture à la démocratisation. Les élections à la présidence collégiale ont plutôt démontré le contrai-



Slobodan Milosevic a prouvé dans la crise de la Serbie qu'il était un vrai leader.

re. Milivoj Tatic, qui participe à la commission de réforme de la constitution fédérale — dont les travaux dureront encore trois ans — admet qu'en Serbie les candidats auraient dû être soumis à référendum, comme ce fut le cas en Slovénie, Macédoine, Monténégro et Bosnie-Herzégovine.

Même s'il souhaite que les élections se déroulent «sur la base démocratique la plus large», Tatic n'en refuse pas moins le multipartisme qui «ne convient pas au système autogestionnaire yougoslave». Selon lui, «le pluralisme peut déjà et doit s'exprimer au

sein de l'Alliance socialiste», l'organisation de masse chapeauté par le Parti.

Il est bien évident qu'après son *forcing* victorieux, la popularité de Milosevic atteint des sommets. Son portrait est partout, dans les kiosques, les aéroports, les vitrines des boutiques. Son livre, *Les Années de dévouement*, en fait un recueil de discours, se vend dans toutes les librairies.

Ce culte de la personnalité, ce populisme volontiers démagogique, inquiètent manifestement Branka et ses invités. De plus, ces diplômés universitaires sont une

nimes: une fois la tempête du Kosovo passée (si jamais elle passe), le véritable test pour le leader serbe sera l'économie.

«Mon salaire d'enseignante est juste suffisant pour payer la facture d'électricité», note Mila. «Kosovo ou non, je n'ai pas vu de changement dans ma situation financière», surenchérit Zoran.

Quant à Rasa, qui travaillera cet été dans un institut italien, il souligne que des changements économiques limités à la Serbie ne résoudront rien quand c'est tout le système qu'il faut réformer. «Nous sommes une grande expérience, oui, mais rien d'autre. Nous fonçons dans le noir, nous éloignons chaque jour plus de l'Ouest.»

Les intellectuels, qui avaient approuvé la reconquête du Kosovo, ou s'étaient tu, commencent eux aussi à exprimer leurs réserves. Ainsi, l'Association (officielle) des écrivains serbes a lancé, le 10 mai dernier, un appel en faveur du pluralisme politique en Yougoslavie. Les écrivains prônent «un système multipartite et la présence d'une opposition, éléments sans lesquels il ne peut y avoir de véritable démocratie ni de socialisme moderne».

(La Presse publiera d'autres textes de Gilbert Grand sur la Yougoslavie samedi prochain.)

Plus

En Formule Un, le dopage aux bêtabloquants sous le tapis

DANIEL MACLEOD
collaboration spéciale

On les appelle bêtabloquants. Médicaments normalement prescrits à ceux qui souffrent de malaises cardiaques, ils ralentissent les pulsations, réduisant le stress du même coup. Ils sont donc faits sur mesure pour celui qui conduit, à 200 milles à l'heure, une voiture qui vaut des centaines de milliers de dollars.

Faits sur mesure, peut-être, mais illégaux.

Dans les jours de qualification au Grand Prix de Montréal, un cocktail avait lieu au Harry's New York Bar, rue Peel, et mettait en vedette les médecins de l'équipe d'urgence ainsi que les scientifiques qui font de la recherche auprès des pilotes.

«Est-ce vrai que leur pulsation cardiaque atteint les 160 la minute au départ?»

«Essayez plutôt 200», répond un médecin avec le sourire.

«200 battements la minute?»

«Oui, et pas seulement au départ mais pendant les deux heures de la course.»

«Et personne n'en meurt?»

«Ils y sont habitués; ils s'entraînent en fonction de l'épreuve et le cœur humain est capable de beaucoup... Puis il y a les bêtabloquants pour ceux qui ont besoin...»

Un peu comme lors des belles années de Ben Johnson, tout le monde en parle... en dehors des heures de travail. On échange des rumeurs en prenant un verre et on a l'air des *insiders*. Mais ça en reste là, tant qu'il n'y a pas scandale.

Un peu comme ce cycliste du Tour de France qui est mort d'épuisement, il y a une vingtaine d'années. Tous «savaient» que ces athlètes se droguaient pour arriver à faire tant de kilomètres par jour à travers les cols des Alpes mais on n'avait pas de preuves.

Par contre, la plupart des hebdomadaires français étaient capables de publier un dossier exhaustif sur le dopage dans le monde du cyclisme la semaine suivante.

Les recherches étaient faites depuis longtemps à partir d'informations *off the record*, recueillies lors de cocktails.

«Moi, je ne peux pas en parler ouvertement. Vous imaginez... je fais partie de l'équipe qui organise le Grand Prix de Montréal! Cependant, si vous voulez faire un papier là-dessus, je peux vous renseigner...»

«D'abord, il faut bien s'entendre: l'affaire n'est pas aussi grave que celle des stéroïdes. Les bêtabloquants sont moins nuisibles que la cigarette, par exemple. Mais je suis un peu écoeuré de toute la tricherie qu'on voit dans le sport à l'heure actuelle. C'est pour cela que je vous en parle... Je trouve très beau le sport automobile et j'aimerais qu'on le nettoie avant qu'une tragédie ne nous oblige à le faire.»

On ne sait pas si c'est 10 ou 90 p. cent des pilotes de Formule Un qui se servent des bêtabloquants. Néanmoins, on sait certainement que ces drogues font partie de la course. Dans les 16 pays hôtes du Grand Prix, les médecins locaux agissent de la même manière. Lorsqu'un accident se produit, ils ne se fient plus au pouls de la victime.

«Prenez le cas d'une personne en état de choc qui souffre d'un traumatisme abdominal. On sait que son cœur va accélérer. Sauf qu'une personne qui a des bêtabloquants dans le sang nous fait faire fausse route car sa pulsation reste basse. Si un médecin oublie ça...»

Ironie du sort, le Britannique Jonathon Palmer est à la fois pilote de Formule Un et médecin de formation. Interrogé sur la question, il a nié l'existence du «doping» chez les coureurs. Ensuite, il a demandé si c'était le Dr Dallaire qui en avait parlé.

Le Dr Dallaire, du Centre de recherche en sports mécaniques de l'Université McGill, s'occupe du plan annuel de conditionnement physique des pilotes. «Je ne crois pas qu'il y a un problème de drogues, dit-il, du moins pas de problème majeur. Et il y a des choses

que je ne dirais pas de toute façon...»

Le Dr Jacques Bouchard, médecin en chef au Grand Prix de Montréal, se gêne moins. «C'est vrai que certains utilisent des bêtabloquants mais on croit qu'il s'agit d'une petite minorité. Pour ce qui est des accidents, on peut effectivement se tromper si on regarde uniquement la pulsation cardiaque de la victime. Alors, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'on vérifie une foule d'indices, tels la couleur et la température de la peau, la dilatation des pupilles et ainsi de suite.

«Une chose est sûre: l'usage continu des bêtabloquants ne peut pas être bon pour la santé. En plus, c'est ne pas jouer franc jeu.»

Demain, le cœur de millions de Français amateurs du Grand Prix va vibrer d'enthousiasme en voyant leur idole, Alain Prost, sur la ligne du départ du Castellet. Ceux qui sont au courant de cette histoire de dopage échangeront peut-être des clin d'oeil.

Personne ne risque de se faire prendre au jeu car il n'y a aucun test médical. Le monde du Grand Prix en est un de millionnaires. Les responsables peuvent agir comme bon leur semble et continuer à jouer à l'autruche. Pourtant, selon notre médecin informateur, la solution est simple.

«Soit qu'on autorise l'usage des bêtabloquants et qu'on les consigne dans les dossiers médicaux de ceux qui s'en servent; soit qu'on arrête ça une fois pour toutes en instaurant un système de test. Mais qu'on cesse de jouer à cache-cache avec les équipes médicales, les médias et, avant tout, les amateurs.»

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

FORMATION

Environnement
«IBM-PC» et «Macintosh»

- **Traitement de texte**
Sur la plupart des logiciels
Débutant 20 heures 295 \$
Avancé 8 heures 120 \$
- **Adaptation de «WordPerfect 4.2 à 5.0»**
8 heures 100 \$
- **«Lotus 1-2-3»**
14 heures 195 \$
- **Français des affaires**
Grammaire et rédaction technique pour secrétaires
15 heures 195 \$

Cours disponibles le jour, le soir, la fin de semaine.

Marie-France Le Mouél
875-0545

Les frais de scolarité sont déductibles d'impôt.

LÉONARD & PARISIEN

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

Lorsque vous serez sollicités par un bénévole de La Fondation canadienne du rein, donnez généreusement.



LA FONDATION CANADIENNE DU REIN
Parce que la vie ça n'attend pas!

ATTENTION MAISONS D'ENSEIGNEMENT

Soyez présents! dans le cahier spécial

LA RENTRÉE

publié le mercredi 9 août dans *La Presse*

RÉSERVATION D'ESPACE AVANT LE MARDI 1^{er} AOÛT

Pour plus de renseignements communiquer avec Johanne Martin (514) 285-7234

La Presse



Solde Nettoyage d'été

2 pièces
49 \$ Ord. 64 \$
4 pièces
88 \$ Ord. 128 \$

OFFRE EXCEPTIONNELLE
129 \$ Ord. 206 \$

Maison complète: 5 pièces, vestibule et 12 marches

Notre service 4 étoiles: une garantie de satisfaction à coup sûr!

- ★ Nos puissants appareils de nettoyage à la vapeur rendront vos tapis éclatants de fraîcheur et de propreté.
- ★ Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits très passants.
- ★ Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer tous les coins.
- ★ Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi!

Renseignez-vous au sujet du rabais spécial de 10% accordé aux personnes du 3e âge.

CANAPÉS TOUTES DIMENSIONS

59 \$ Ord. 79 \$

Coussins compris!

- ★ Nous utilisons différentes méthodes de nettoyage suivant le type de recouvrement.
- ★ Vos meubles ne risquent pas de s'abîmer! Les tissus retrouveront leur éclat!

Du lundi au vendredi de 9 h à 17 h, le samedi de 9 h à 14 h 339-5420



N'oubliez pas de demander notre traitement de protection des filtres pour prolonger l'éclat de vos moquettes fraîchement nettoyées. Les salons et salles à manger combinés comptent pour deux pièces. La commande minimale est de deux pièces. Coût pour sous-sol: 2,40 \$ le m² (0,22 \$ le pi²). Frais supplémentaires pour le nettoyage des escaliers ainsi que des canapés modulaires et des revêtements en coton haïtien ou en tissus qui ne se nettoient qu'à sec. Frais de déplacement, s'il y a lieu. L'offre prend fin le 22 juillet.

Opération Excellence

La Presse

L'équipe des porteurs de *La Presse* constitue le lien direct avec nos abonnés. Pour nous, les porteurs sont donc des partenaires de premier ordre et nous tenons à souligner leurs efforts constants pour améliorer le service aux abonnés. Chaque semaine, nous vous présenterons donc 5 porteurs dont le travail inlassable mérite une mention particulière.



Patrick Malo Montréal, Yann Greenland St-Laurent, David Lafrance Longueuil, Martin Roy Mascouche, François Collette Ste-Julie de Verchères

Les jeunes choisis comme porteurs d'élite de la semaine recevront un bon d'achat d'une valeur de 50 \$; de quoi s'offrir le petit cadeau bien mérité dont ils ont envie depuis longtemps.

BON D'ACHAT D'UNE VALEUR DE 50 \$

Ne manquez pas, du lundi au vendredi à 7 h 59, la mention du porteur du jour *La Presse*, à

sports experts

CKAC 73
LA SUPER STATION DE MONTREAL

NE MANQUEZ PAS

LA JOURNÉE DES PRIX FOUS

**NOTRE
LIQUIDATION
MIENSUELLE
EST DE
RETOUR**

Ce lundi, tous nos magasins (y compris nos nouveaux magasins la Baie: Fairview, Pointe-Claire, Carrefour Laval et Galeries d'Anjou), ouvriront leurs portes à 11 h seulement pour préparer l'événement. C'est à ne pas manquer! Venez tôt pour profiter de nos rabais dans de nombreux rayons. Les articles soldés varient selon le magasin et les quantités sont limitées, alors hâtez-vous pour bénéficier du meilleur choix possible!



**JUSQU'À
50%
DE
RABAIS**

Ce sera une journée de rêve pour tous nos clients! Des liquidations du tonnerre et des prix à la baisse. Vous trouverez des articles pour vous, votre famille et votre foyer, dans de nombreux rayons. Un jour seulement, le 10 juillet 1989. Profitez-en! Les bons d'achat différé ne sont pas acceptés pour la marchandise en liquidation.

SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!

CORRECTION

Veuillez prendre note de la correction suivante à apporter à l'annonce «Les 8 heures de la Baie», publiée par la Baie le vendredi 7 juillet 1989.
On aurait dû lire: **50% RABAIS. FIL À TRICOTER D'ÉTÉ EN STOCK.**
La Baie s'excuse de cette erreur auprès de ses clients.



la  Baie